Programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie

Position à l'issue de l'examen et vote par le Sénat, 8 juillet 2025

Source : RETM - Réseau Energies Terre & Mer

Il est rappelé que cette loi n'a pas été proposée par le Gouvernement, comme il aurait dû le faire, mais par initiative du groupe Les Républicains du Sénat présidé par Mr Bruno Retailleau.

Le texte adopté par le Sénat n'inclut pas divers amendements proposés pour soumettre à une étude d'impact et modérer le développement des énergies électriques intermittentes.

Ceci étant, plusieurs pistes ont été proposées par des sénateurs de divers bords (messieurs Montaugé, Piednoir, Delahaye, Louault, Menonville...) pour maîtriser le développement de ces énergies.

Le co-rapporteur de la Commission des Affaires économiques Mr Alain Cadec (Les Républicains) a rappelé en séance, suite à des observations du Ministre et d'autres sénateurs, que cette loi n'était pas incompatible avec les positions récentes de Mr Bruno Retailleau sur les énergies électriques intermittentes.

Les principales dispositions retenues sont les suivantes

- Calculs en coûts complets et principe d'optimisation des investissements de réseaux (étude d'impact non retenue à ce stade, ayant entraîné l'abstention du groupe SER);
- 63 GW d'électricité d'origine nucléaire, dont 27 GW de nouvelles capacités en 2050;
- 58% d'électricité décarbonée en 2030 correspondant à 560 TWh (*362 TWh nucléaire en 2024*), dont 200 TWh de renouvelables (*148 TWh renouvelable en 2024*) sans objectif par nature d'EnR électriques;
- 299 TWh de chaleur renouvelable et récupération en 2030 (*173 TWh en 2023*);
- 48 TWh de biocarburants (*38 TWh en 2023*)
- 50 TWh biogaz (dont 44 injectés) *19TWh en 2023*
- Objectif de réduction en 2030 par rapport à 2012 la consommation énergétique finale de 30% (au lieu de 20%) et la consommation d'énergie fossile et de 45% (au lieu de 40%)

A noter que si EDF atteint 400 TWh de nucléaire en 2030, l'objectif EnRi deviendrait 160 et non 200 TWh (amendement 180 TWh refusé au Sénat).

RTE doit présenter le jeudi 10 juillet à la Maison de l'Amérique Latine le «suivi» des «Futurs énergétiques 2050» en présence des parlementaires.

Le texte adopté par le Sénat ce 8 juillet en 2^{ème} lecture sera débattu à l'Assemblée nationale les 22 et 23 septembre 2025, et fera l'objet d'une Commission mixte paritaire mi-octobre.

Le Ministre a confirmé la publication du décret de la PPE après la fin du processus parlementaire soit à partir de mi-octobre au plus tôt.